

Discours à l'ONU : j'aurais été très fier, et rassuré, si le Président de la France avait été Donald Trump

écrit par Jack | 24 septembre 2017

Le président Donald Trump est venu aux Nations Unies cette semaine en tant que « *représentant du peuple américain* », et non comme le « *citoyen du monde* » tel que se dépeignait Barack Obama. Pour paraphraser William Shakespeare, quand Obama a demandé à son public mondial de lui prêter l'oreille, il est venu enterrer l'Amérique sous un tas d'excuses pour ses prétendus méfaits passés, et non pour faire les louanges de son pays.

Le président Trump ne pouvait pas présenter un contraste plus opposé. Il a fait l'éloge de la Constitution des États-Unis, a critiqué les misérables échecs du socialisme et confronté les ennemis totalitaires de l'Amérique, mentionnant explicitement les terroristes islamiques radicaux et les perfides régimes dictatoriaux de la Corée du Nord, de l'Iran et du Venezuela socialiste avec une clarté morale qui rappelait l'ancien président Ronald Reagan ..

Lors de sa visite inaugurale au siège de l'ONU à New York à l'occasion de la convocation annuelle des leaders mondiaux, Trump a prononcé deux discours et organisé une série de réunions bilatérales de haut niveau. Son premier discours, prononcé lors d'un événement le lundi 18 sur la réforme de l'ONU organisée par les États-Unis, a porté sur la nécessité d'une importante réforme de la gestion des Nations unies. Trump a critiqué l'ONU pour sa bureaucratie, sa mauvaise gestion et l'absence des résultats attendus compte tenu de la forte augmentation de son budget, financé d'une façon

disproportionnée par les États-Unis. Cependant, il a inclus dans ses remarques quelques éloges pour les efforts de secours aux sinistrés des Nations unies, les actions entreprises face à la faim dans le monde et les initiatives de réforme du Secrétaire général, António Guterres.

Le deuxième discours de Trump, mardi 19, prononcé le jour de l'ouverture des débats des leaders mondiaux de l'Assemblée générale, a été beaucoup plus dur. Le président américain a porté l'accent sur sa notion de « *réalisme fondé sur des principes* » dans les relations internationales, en équilibrant un multilatéralisme efficace pour lutter contre les problèmes de préoccupation mondiale avec la primauté de la souveraineté nationale. Le président américain a expliqué dans le détail ses principes de « *l'Amérique d'abord* » et a prévenu la Corée du Nord, l'Iran et le Venezuela que leur conduite néfaste entraînerait de graves conséquences.

Il n'y a manifestement plus de disciple mondial de l'apaisement à la Maison blanche.

« *Le premier devoir de notre gouvernement est envers son peuple, envers nos citoyens, de répondre à leurs besoins, d'assurer leur sécurité, de préserver leurs droits et de défendre leurs valeurs. Je mettrai toujours l'Amérique en premier, tout comme vous, en tant que dirigeants, devriez toujours mettre vos pays en premier* », a déclaré le président. Le succès de l'ONU, a-t-il dit, dépend de la « *force indépendante* » de ses États membres, fondée sur le respect de chaque nation pour les intérêts de son propre peuple et pour les droits de toute autre nation souveraine. « *Tous les dirigeants responsables ont l'obligation de servir leurs propres citoyens et l'État-nation reste le meilleur véhicule pour élever la condition humaine* », a-t-il ajouté.

L'Amérique fera face à sa part équitable, continuant à « *guider le monde dans l'assistance humanitaire* », ainsi le président en a-t-il donné l'assurance aux dignitaires réunis,

outre la prise en charge de protéger la liberté et la sécurité dans le monde sans ambitions territoriales. Cependant, sous son contrôle, le président Trump n'acceptera plus que les États-Unis soient exploités ou concluent « *un accord unilatéral dans lequel les États-Unis ne recevraient rien en retour* ». Ce n'était pas de la musique aux oreilles des dirigeants étrangers se donnant de l'importance, habitués à exploiter les institutions mondialistes des Nations Unies sur la dîme américaine, tout en utilisant des forums fournis par l'ONU pour calomnier les États-Unis et Israël.

Obama a certainement gagné le concours de popularité lorsqu'il s'est pavané sur la scène mondiale année après année pendant sa présidence pour faire ses éloges à la gouvernance mondiale et placer les États-Unis au même niveau que les 192 autres états membres des Nations unies, peu importe s'ils étaient dictatoriaux ou contribuaient peu au budget de l'ONU. Obama a été traité comme une célébrité, ses discours ponctués de fréquentes explosions d'applaudissements enthousiastes. Le président Trump, quant à lui, s'est présenté pourrait-on dire, pendant son discours à l'Assemblée générale, comme un prof sérieux, cherchant à apporter un sens et une discipline à ce qu'il qualifiait autrefois de « *juste un club où des gens se réunissent, discutent et passent un bon moment* ». Le président a rappelé à son auditoire la force économique et militaire sans équivalent de l'Amérique, plutôt que de s'en excuser comme Obama l'avait si souvent fait devant un public étranger.

Ne surtout pas oublier : Obama avait utilisé sa plate-forme mondiale à l'Assemblée générale des Nations Unies en 2012 pour déclarer sans vergogne que « *le futur ne doit pas appartenir à ceux qui calomnient le prophète de l'islam* ». Obama se souciait beaucoup plus des islamistes offensés par une obscure vidéo anti-musulmane qu'il ne se souciait des victimes du terrorisme. Il refusait de reconnaître l'idéologie qui inspire et sanctionne le djihad. Le président Trump, en revanche, a utilisé sa plate-forme mondiale à l'Assemblée générale des

Nations Unies pour déclarer catégoriquement que les États-Unis « *arrêteront le terrorisme islamique radical parce que nous ne pouvons pas lui permettre de déchirer notre nation, voire même de détruire le monde entier* ». Le monde doit se rallier contre « *l'extrémisme islamiste* », a-t-il ajouté, sans recourir aux moindres excuses pour s'échapper. En d'autres termes, le président a nommé et identifié l'idéologie et le mouvement qui menacent de guerre le monde occidental.

Obama se félicitait à l'ONU et partout où il le pouvait de l'accord nucléaire passé avec l'Iran ; il pensait que cela fournirait un argument de bonne disposition. Il s'est assuré de le faire approuver dans une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU. Le président Trump a qualifié l'accord nucléaire iranien d'Obama d'un « *embarras* » et de « *l'une des pires et partiales transactions que les États-Unis aient jamais conclues* », avertissant l'Assemblée générale que « *vous n'avez pas entendu la fin de l'affaire, croyez-moi* ». Il a déclaré que les États-Unis « *ne peuvent pas se conformer à un accord s'il camoufle la construction éventuelle d'un programme nucléaire* ». Alors qu'Obama tentait de normaliser les relations avec le régime iranien, même au détriment des aspirations de son peuple battu dans les rues et torturé pour son désaccord, Trump a appelé l'Iran un « *État fourbe* » dont la principale exportation est la violence. Il a déclaré que les États-Unis étaient du côté du peuple iranien et non de leur régime dictatorial : « *Le monde entier comprend que les braves gens d'Iran veulent un changement et que, à part le vaste pouvoir militaire des États-Unis, le peuple iranien est ce que ses dirigeants iraniens craignent le plus* ».

Quand Obama était président, il avait organisé une discussion des chefs d'État sur un monde sans nucléaire lors d'une session spéciale du Conseil de sécurité de l'ONU. Obama avait mentionné les deux pays dangereux ayant des ambitions nucléaires, l'Iran et la Corée du Nord, et cela une seule fois dans son discours, en prenant soin d'ajouter immédiatement «

qu'il ne cherchait pas du tout à viser des nations particulières ». Trump, quant à lui, n'use d'aucun fantasme utopique . Il a affirmé : « *La poursuite insensée de la fabrication d'armes nucléaires et de missiles balistiques par la Corée du Nord menace le monde entier avec une perte inimaginable de vies humaines* ». Il a prévenu en termes clairs que le régime irresponsable, dirigé par « *l'homme fusée* », Kim Jong-un, risquait une destruction totale s'il continuait dans sa voie de « *mission suicide* » .

Obama s'est vanté de son rapprochement diplomatique avec Cuba et a serré la main du dictateur socialiste venu du Venezuela, Hugo Chavez. Trump a critiqué le « *régime de corruption et de déstabilisation* » cubain et a déclaré que son administration ne lèverait pas les sanctions américaines tant que le régime cubain ne changerait pas ses façons de faire. En ce qui concerne le régime du Venezuela, le président américain a noté la souffrance du peuple vénézuélien aux mains d'une dictature socialiste qui « *a détruit une nation prospère en imposant une idéologie ratée qui a produit la pauvreté et la misère partout où elle a été mise en pratique* ».

Le commandant en chef de l'Amérique a critiqué des institutions mondialistes inconcevables qui n'ont pas respecté les personnes qu'elles étaient censées servir. Des millions de personnes ont perdu leur emploi à la suite de promesses non tenues se jouant du système, a-t-il déclaré : « *Alors que l'Amérique poursuivra la coopération et le commerce avec d'autres nations, nous renouvelons notre engagement envers le premier devoir de chaque gouvernement : le devoir envers les citoyens* ».

Le président croit en la souveraineté nationale, mais n'est pas isolationniste, comme ses critiques l'en ont injustement accusé. Il a parlé avec éloquence de la nécessité de « *fières nations indépendantes* » pour « *accepter et remplir leurs devoirs, rechercher l'amitié, respecter les autres et faire cause commune dans le plus grand intérêt commun de tous : un*

avenir de paix pour les peuples de cette merveilleuse terre ». Il a lancé un appel pour que le monde « *se batte main dans la main, se rassemble et se soutienne pour la paix, pour la liberté, pour la justice, pour la famille, pour l'humanité et pour le Dieu tout-puissant qui nous a tous créés* ». Mais cela signifie l'affrontement honnête des maux présents de notre temps : les régimes autoritaires qui « *cherchent à supprimer les valeurs, les systèmes et les alliances qui ont empêché des conflits et ont poussé le monde vers la liberté depuis la seconde guerre mondiale* », ainsi que les terroristes islamiques radicaux qui cherchent à répandre leur idéologie extrémiste par la force. « *Si les nombreux justes ne s'opposent pas aux quelques pervers, alors le mal triomphera* », a déclaré Trump. « *Lorsque les peuples et nations décentes deviennent spectateurs de l'histoire, les forces de destruction ne font que rassembler le pouvoir et la force* ».

Le dernier président des États-Unis qui parlait avec une telle clarté morale sur la scène mondiale était Ronald Reagan. Tout comme Reagan avait parlé des maux du communisme, Trump a utilisé le Venezuela et Cuba comme preuves vivantes que les idéologies discréditées du socialisme et du communisme « *ne contribuent qu'à la souffrance continue des personnes qui vivent sous ces systèmes cruels* ». C'était le summum de l'ironie d'entendre le ministre des Affaires étrangères du Venezuela parler aux journalistes après le discours de Trump à l'Assemblée générale pour se plaindre de ce qu'il a appelé la rhétorique « *raciste et suprématiste* » du président Trump ; le ministre des Affaires étrangères a déclaré que « *pendant un moment, nous ne savions pas si nous écoutions le président Reagan en 1982 ou le président Trump en 2017* ».

Pour la sauvegarde de l'Amérique et du monde, le président Trump ferait bien de continuer à s'inspirer de Ronald Reagan et à remédier aux faiblesses abyssales de la politique étrangère d'Obama, qui trahissait honteusement des millions de personnes persécutées à travers le monde, paralysait la force

de l'Amérique et laissait faire ses ennemis les plus meurtriers.